



Mini traité Européen : maxi Embrouille ?

Appel pour un référendum

Syndicat National CGT-Inra : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50
Mail : cgt@inra.fr Site internet : <http://www.inra.cgt.fr/> - Document réalisé le 24/10/2007

En 2005, la CGT-Inra comme d'autres syndicats confédérés à la CGT ont appelé à s'opposer à la « constitution » européenne (TCE) que les chefs d'État de gouvernement avaient adoptée. Ainsi, dans notre pays, le 29 juin 2005, le vote exprimait à une large majorité son opposition au TCE. Dans plusieurs pays, elle n'a jamais été ratifiée. Fin juin 2007, les chefs d'État et de gouvernement ont lancé une procédure éclair pour un nouveau traité européen, sans débat populaire ni referendum. Contrairement à ce que dit Nicolas Sarkozy, ce n'est pas un « mini traité ». Sous un autre nom et une autre forme, il reprend l'essentiel de la « constitution » rejetée par la majorité des français.

En effet, « *le respect de l'économie ouverte de marché où la concurrence est libre* » restera la pierre angulaire de la construction européenne à laquelle tout est subordonné. Aucune des principales exigences soulevées dans le débat sur le traité constitutionnel n'a été prise en compte : services publics, égalité hommes-femmes, laïcité, préservation de l'environnement et des ressources non renouvelables, Europe sociale, refus de la libre circulation des capitaux et du dumping fiscal, surpuissance et missions de la banque centrale européenne (BCE), politique de paix, fonctionnement démocratique de l'Union européenne... Rien de tout cela !

Les services publics restent donc soumis aux règles de la concurrence. Aucun des obstacles à l'amélioration des règles sociales n'a été levé. Les politiques environnementales sont stérilisées par les choix économiques ultra-libéraux. Le pouvoir de la BCE est préservé. La charte des « droits fondamentaux », déjà très insuffisante, reste vidée de toute portée pratique. Et, comme prévu par le traité constitutionnel, le système institutionnel actuel, profondément anti-démocratique, n'est pas vraiment transformé. Bref, on retrouve tout ce qu'il faut pour continuer à faire de l'Europe une zone aménagée de libre échange et de promotion des politiques néo-libérales, en évitant toute construction démocratique basée sur une autre voie que le règne sans partage des multinationales et des marchés financiers.

Pour éviter que le peuple ne s'exprime sur le sujet et tranche,

Nicolas Sarkozy veut faire adopter le nouveau traité par voie parlementaire.

Faisons tout pour qu'il ne puisse le faire :

**REFUSONS QUE LA DÉMOCRATIE ET LA VOLONTÉ POPULAIRE SOIENT BAFOUÉES
ET EXIGEONS UN NOUVEAU RÉFÉRENDUM.**